

Élection régionale : Échos de campagne

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

27 novembre 2015

Marie-Christine Myre Quidal

Il faut donner l'argent aux petites entreprises

La campagne officielle des élections régionales a démarré avec les prestations des différents candidats sur les radios et télévisions. Lundi 23 novembre Marie-Christine Myre Quidal qui conduit la liste de l'UPLG était sur RCI. La candidate est sur la même longueur d'onde que le PCG ou Alain Plaisir quant à son objectif à moyen terme à savoir un changement de statut de la Guadeloupe qui selon elle permettrait au territoire de changer la donne économique, et partant le quotidien des Guadeloupéens. Interrogée sur la non-fusion en une seule liste de ces candidats qui poursuivent le même objectif Marie-Christine Myre Quidal a expliqué que chacune des formations politiques avaient sa sensibilité propre. La candidate de l'UPLG entend régler le problème de l'eau et estime que l'argent est là. Il faut rechercher les responsables qui l'ont gaspillé. Il ne faut plus donner de délégation de service public (DSP) aux multinationales. Elle a indiqué également qu'il fallait orienter l'économie au profit des petites entreprises et créer des emplois. Comment ? En donnant l'argent aux petites entreprises car de l'argent il y a, a martelé Marie-Christine Quidal. En gros, il suffit de répartir autrement les moyens de la Région pour que tout aille mieux et bien sûr changer de statut en attendant que la Guadeloupe puisse accéder à l'indépendance véritable finalité de l'UPLG.

Programme

Déguster local avec Plaisir

Lors de la soirée organisée par son comité de soutien du Sud Basse-Terre, les invités ont pu déguster des mets préparés selon les idées prônées par

Alain Plaisir. " *On peut consommer ce qu'on produit et valoriser les savoir-faire.* " Le président du Comité d'initiative pour un projet politique alternatif (CIPPA) a déjà publié plusieurs ouvrages qui prônent le développement des productions locales. " *La conquête du marché intérieur* " est un livre paru en 2008 qui, selon certains, aurait été une des sources d'inspiration du mouvement LKP dont Alain Plaisir faisait d'ailleurs partie. Cette année " *La préférence guadeloupéenne*" vient compléter les idées développées dans cet ouvrage où il décrit par quels moyens douaniers et fiscaux il compte reconquérir le marché guadeloupéen. Pour ce militant de toujours, un système de taxes douanières sur certains produits importés permettrait de récolter des fonds qui serviraient à aider les producteurs locaux. Ainsi leurs productions pourraient être vendues au juste prix, ce qui inciterait la population à choisir ce qui est cultivé ou fabriqué sur place. " *Il faut renverser la vapeur en limitant les importations afin de transférer les activités productives qui sont parties et les réimplanter en Guadeloupe. C'est à partir de la production locale que l'on pourra rapatrier les emplois et créer les conditions objectives pour que le consommateur choisisse le produit-Guadeloupe* " explique-t-il.

Campagne

Une polémique qui ne sent pas la rose

Une rose bleue... C'est l'un des symboles adoptés par les militants d'Ary Chalus. Une rose bleue, synonyme de changement et d'alternative à la rose rouge du parti socialiste. Depuis quelques jours les soutiens de la liste " *Changez d'avenir* " arborent cet emblème sur les réseaux sociaux. Voilà qui n'est pas du goût de tous. Lundi 23 novembre, le maire de Lamentin et 1er vice-président du conseil régional, Jocelyn Sapotille, sont montés au créneau pour fustiger l'utilisation de ce symbole : " *La rose bleue de Changez d'avenir est une réplique en bleue de la rose socialiste et son programme une mauvaise copie du programme de 2010 de Lurel* ", s'est-il empressé de commenter. La bataille des régionales est aussi une guerre de symboles...

Soutien

Un comité des intellectuels, écrivains et artistes pour Lurel

Samedi 21 novembre 2015 à l'initiative de l'écrivain et universitaire Roger Toumson et du pianiste Jean-Michel Lesdel s'est créé au centre de ressources aux Abymes, un comité de soutien des intellectuels, écrivains, artistes, hommes et femmes de culture guadeloupéens en faveur de la candidature de Victorin Lurel aux prochaines régionales. Une douzaine de femmes et d'hommes de culture au rang desquels Simone Schwartz-Bart écrivaine, mais aussi Jean Alice ancien proviseur du lycée de Baimbridge à la retraite et Thierry Allet plasticien, galeriste, se sont donc réunis pour officialiser leur soutien à Victorin Lurel. Propos d'ensemble : il s'agit de mettre en lumière la fécondité des grandes orientations élaborées dans les domaines de la culture, de la production intellectuelle, de la création artistique, des belles lettres et des beaux-arts par la Région sous l'impulsion de Victorin Lurel. C'est la première fois que des intellectuels s'engagent publiquement en politique en Guadeloupe. Ils ont d'ailleurs prévu de s'expliquer sur leur initiative en organisant des réunions publiques sur la thématique des rapports entre le politique et les intellectuels. Ils ont promis aussi d'expliquer comment et pourquoi ils ont été amenés à prendre position.

Échos

La charge de Lurel contre " Changez d'avenir "

Pendant plus d'une heure, il a mis en avant son bilan, insister sur ses valeurs, ses idées et sa vision pour la Guadeloupe, sous les applaudissements de ses militants et soutiens. Le meeting du 21 novembre au Hall des sports Paul Chonchon de Pointe-à-Pitre, aura été pour Victorin Lurel l'occasion de dérouler sa feuille de route au fil d'un discours volontairement rassembleur. L'occasion aussi de commenter les positions de ses adversaires. Le Front national ? " *C'est l'extrême droite, l'intolérance, la stigmatisation* ", lâche-t-il dans un revers de main. Alain Plaisir ? " *Nous n'approuvons pas, mais nous devons lui reconnaître sa cohérence et sa transparence.* " Laurent Bernier ? " *Ce sont les valeurs de la droite. Et comme cette droite est républicaine, nous avons des valeurs en partage qui nous distinguent d'autres forces qui se situent clairement aux marges de la République.* " Dans ce passage en revue, il n'en manquait plus qu'un, fort attendu : Ary Chalus. Et c'est pour celui-ci que Victorin Lurel a réservé ses piques les plus acerbes : " *De Changer*

d'avenir, nous savons finalement peu de choses... Changez d'avenir ! Voilà une phrase choc qui, à l'évidence, dans la bouche de nos adversaires suffit à résumer un programme, un projet, des idées et des valeurs. C'est commode. C'est simple. " À quelques jours du premier tour, le ton n'a pas fini de monter entre les deux challengers. Et ce n'est pas près de s'apaiser.

INTERVIEW

Laurent Bernier : " Je souhaite revenir à un territoire de producteurs "

Le Courrier de Guadeloupe : *La droite est éparpillée. Madame Penchard est avec Ary Chalus, Édouard Delta est avec Victorin Lurel. Comment allez-vous convaincre votre électorat alors que votre famille politique est divisée ?*

Laurent Bernier : Je pense que l'éparpillement est fondamentalement à gauche. C'est un socle qui a explosé en plein vol. Il a suffi d'une élection départementale pour qu'ils ne s'entendent pas. Pas sur un programme politique, mais sur un homme. Et les conséquences sont brutales. Pour le reste, ce sont quelques individualités dont l'idéal politique est battu en brèche depuis des années. Des personnalités qui n'osent même pas afficher leur couleur politique. Ce sont des individualités qui se sont protégées toute leur vie et qui se planquent en permanence en espérant le succès du plus populiste des candidats. Mais ce populiste a un maître, le sortant. Nous ne sommes pas dans l'éparpillement. " La Guadeloupe solidaire " représente la droite, une bonne partie du centre et des démocrates.

Pensez-vous que les électeurs de droite vont se retrouver dans votre candidature ?

Cela nous ouvre une voie royale pour construire avec une identité renouvelée, et battre en brèche toutes ces personnalités qui sont sur la fin. Cela doit être très compliqué de se retrouver avec le socle de gauche et laisser penser qu'on n'a pas été ministre de Sarkozy.

Quelle est votre analyse du bilan de Victorin Lurel ?

Il y a du bon, du moins bon et du très mauvais. Je pense qu'il s'est trompé sur le panier de la ménagère. Je pense qu'il s'est trompé sur l'essence. Je pense qu'il s'est trompé sur le développement économique. Parce qu'en fait, il a mis les Guadeloupéens les uns contre les autres. Et il a même été jusqu'à mettre le système bancaire en opposition et nous vivons aujourd'hui les contrecoups. À bien regarder c'est un homme brutal. C'est un florentin parfois, mais c'est aussi un homme brutal.

Qu'est-ce qui à votre avis est moins bon ?

Ce n'est pas tant son caractère, mais sa méthode. Comment expliquez-vous alors que le baril de pétrole est au plus bas que le Martiniquais paie son essence 9 centimes d'euros moins chers qu'en Guadeloupe ? Je pense qu'il a été dans son rôle de ministre pour essayer de donner un corpus politique au niveau national pour les Outre-mer. Je pense qu'il a redonné une dynamique parce que Marie-Luce Penchard s'était trop cachée, apparaissait trop timide, comme un fonctionnaire d'État. Il a remis un peu de politique dans le jeu. Cela dit, qu'a-t-il fait de ses victoires ?

Vous vous inscrivez résolument dans une politique libérale et vous parlez en même temps d'économie solidaire, les deux sont-elles conciliables ?

Absolument ! Je pense que dans un premier temps en libérant les entreprises et en enrichissant tous ceux qui y travaillent, il faut que le capital aille à l'outil, à l'intelligence, mais aussi au revenu des travailleurs. L'économie solidaire est un vain mot, sans enrichissement mutuel, sans valeur ajoutée et si nous ne produisons rien. Je souhaite revenir à un territoire de producteurs.

Pensez-vous que les Guadeloupéens vous seront redevables d'avoir relevé le challenge de l'eau ?

Je n'ai rien à réclamer aux Guadeloupéens. Ce sont les Guadeloupéens qui nous réclament des résultats. Nous devons investir des milliers d'euros. J'appelle à un partenariat public privé pour lever des moyens financiers consistants et opérants remettre un service de l'eau et de l'assainissement

en Guadeloupe a des prix acceptables et compétitifs pour tous. Nous avons annulé des dizaines de millions de titres de recettes, non pas simplement sur des individus. Nous l'avons fait en transigeant avec les collectivités clientes. Ce sont des dizaines de millions d'euros que les Guadeloupéens n'auront pas à payer au final. Je dis aux Guadeloupéens que nous traiterons au cas par cas les problèmes. La première règle c'est d'honorer ses factures, l'autre c'est de s'assurer que les montants réclamés soient cohérents. Tout le monde sait que les factures émises par la Générale des Eaux pour le compte du SIAEAG sont erronées.

Êtes-vous pour une évolution du statut ?

Quel statut ? Mon statut me va très bien.

Marie-Galante, la Côte-sous-le-Vent et le Nord Grande-Terre sont des territoires déshérités. Avez-vous une solution pour leur développement ?

Je condamne l'équipe sortante qui a si peu investi dans les grands équipements routiers et sur les grandes infrastructures. Aucun mode de transport modulaire d'envergure n'existe sur notre territoire. Je propose la création d'un groupement d'intérêt économique sur tout le territoire, pour irriguer l'ensemble des Guadeloupéens qui ont besoin de mobilité la journée, le soir et les jours fériés. Nous voulons aussi la gratuité des transports pour les salariés se rendant sur leur lieu de travail. Nous voulons créer un titre de transport universel (terre, air, mer).

Quel est votre regard sur les sargasses, les considérez-vous comme des problèmes ou des ressources ?

J'ai rencontré un pharmacien breton qui m'a proposé de récupérer les sargasses pour les envoyer en Bretagne via des bateaux de surgélation. Je veux garder les algues, les traiter dans des usines créatrices d'emploi pour en faire des produits semi-finis ou finis pour des pâtes dentaires, ou de l'hygiène buco gingival. Je me suis aussi rapproché de la société Allmix qui utilise les algues sargasses à trois niveaux. Alimentaire pour le bétail, cosmétique ou dans d'autres secteurs. Je veux faire demeurer la ressource parce qu'il y a des produits de valorisation et je veux faire de cet handicap un atout de développement et de production.

Vous êtes élu au soir du 13 décembre, quelle est votre première action en tant que président de Région ?

Je veux qu'on se dise que ça a changé déjà. Par ma façon d'être, de me comporter en manager moins qu'en directeur. Les équipes de la Région seront d'emblée prêtes à ce que nous changions la façon de gouverner. Je veux mettre en avant les Guadeloupéens qui réussissent, tendre la main à ceux qui s'inquiètent et s'angoissent. Je pense que l'enrichissement, par l'entreprise, par la création de richesses va permettre d'être plus solidaire.

INTERVIEW

Ary Chalus : " Il faut une région stratégique, une région prospective "

Le Courrier de Guadeloupe : Ary Chalus, est-ce que tout dans le bilan de Victorin Lurel est mauvais ?

Ary Chalus : Je ne dirai pas tout, mais quand vous n'avez pas su faire plus de 50 % de bonnes choses, c'est que vous n'avez pas un bon bilan. Nous le voyons avec le nombre de chômeurs qui existe en Guadeloupe, nous le voyons avec les embouteillages, nous le voyons avec les difficultés des entreprises.

Vous indiquez dans votre programme que nous sommes en présence d'une politique précaire, et parlez d'y mettre un terme. De quoi s'agit-il ?

Si aujourd'hui, neuf listes se présentent contre l'équipe sortante, c'est qu'il y a un problème. Sortir de la précarité, c'est donner aux Guadeloupéens une autre vision, une autre alternative. Quand vous êtes responsable d'une Région, il ne s'agit pas tous les jours dès qu'il y a un problème, d'injecter de l'argent. Il faut une région stratégique, une région prospective, qui planifie sur 5- 10- 15- 20 ans.

Quid des plans sur les déchets, sur l'environnement, sur l'économie ?

Oui mais rien n'avance. Je prends l'exemple de la déviation de La Boucan, neuf ans d'études, et comme par hasard, on nous dit aujourd'hui que les

travaux vont commencer en 2016.

Changer de méthode à votre arrivée aux affaires consisterait en quoi ?

Il s'agit de changer de gouvernance, travailler avec une équipe, travailler avec les professionnels, mettre vraiment en place des plans : une politique agricole, une politique sociale, une politique pour la jeunesse. Travailler avec les professionnels de l'art.

Sur l'idée d'un nouveau modèle économique, pouvez-vous être plus précis ?

Aujourd'hui, il faut que nous puissions mettre le Guadeloupéen au cœur de l'action régionale.

Sur l'emploi comment allez-vous mieux réussir que l'actuel président ?

Les chefs d'entreprises se sont mobilisés sur certains marchés, sont montés au créneau parce que ce sont des entreprises extérieures qui prenaient des marchés importants et venaient avec leurs propres employés. Aujourd'hui, nous voulons que cela s'arrête. C'est ça le nouveau modèle économique : permettre que l'argent que nous investissons en Guadeloupe bénéficie aux Guadeloupéens.

Vous voulez changer les modalités d'attribution des marchés publics ?

On ne va pas toucher au code des marchés publics, cela a déjà été fait. Il y a un volet social qui n'est pas appliqué. Nous avons demain l'hôpital qui va être construit, il faut que ces investissements puissent bénéficier aux Guadeloupéens.

Vous définissez des modalités. Un nouveau modèle économique, c'est un changement de la fiscalité ou c'est une sortie peut-être du champ législatif européen...

Développer ce que nous avons sur notre territoire en matière de biodiversité, la pharmacopée, tout cela c'est un nouveau modèle économique. Le docteur Henry Joseph a donné l'exemple d'un nouveau

modèle économique.

Nous avons la biodiversité qui n'est pas assez exploitée. Nous pouvons créer des emplois dans l'agriculture. Il faut un meilleur accompagnement de la Région, que ce soit pour les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs. En augmentant le quota de bananes de 77 000 tonnes à 100 000 tonnes, nous créons 500 emplois. Ceci est un nouveau modèle économique. Ce sont les professionnels qui le disent et nous travaillons avec les professionnels. Nous, nous proposons d'accompagner les entreprises de A à Z. Quand nous parlons d'un nouveau modèle économique c'est aussi permettre à nos jeunes chefs d'entreprises de créer d'autres activités économiques.

Vous souhaitez que la Guadeloupe redevienne une puissance agricole, comment faire avec les terres agricoles menacées ?

Il n'est pas normal d'importer plus de 80 % de ce que nous consommons. La moyenne d'âge des agriculteurs est de 55 ans, il faudrait intéresser les jeunes à l'agriculture, mettre les emplois d'avenir à la disposition des agriculteurs. Il faudra par la suite mettre des terres à leur disposition. 80 % du poisson que nous consommons est importé. Il faut accompagner les pêcheurs, former les jeunes afin qu'ils puissent livrer la grande distribution afin que celle-ci n'aille pas s'approvisionner à l'extérieur. La Région doit accompagner les agriculteurs en subventionnant la production locale, ce sont les agriculteurs qui me l'ont dit. Cela permettra d'être compétitif pour que la population puisse consommer local.

Il y a sur votre liste des personnalités qui ont toujours prôné un changement de statut pour la Guadeloupe, le GUSR, Jean-Marie Hubert, comment vous allez les refréner ?

Il n'est plus question de parler d'évolution statutaire, c'est fini. La loi NOTRe (ndlr : nouvelle organisation territoriale de la République) règle définitivement le problème, avec en 2020 la fin des départements. Je ferai avec mon équipe, ça a été notre engagement, ce que veulent les Guadeloupéens.

Marie-Galante, la Côte-sous-le-Vent et le Nord Grande-Terre sont des territoires déshérités. Avez-vous une solution pour leur

développement ?

Il n'est pas normal que Marie-Galante n'ait pas un stade, un hall des sports, une piscine, un scanner, une marina. Il faudrait remettre l'usine de dessalement d'eau de mer pour l'agriculture. Il faudrait également aménager le littoral pour créer de la richesse par le tourisme.

Comment financer tout cela ?

Il y a des fonds européens. Il y a nécessité d'accompagner les chefs d'édition afin que leurs projets soient financés. Il ne s'agit pas de tromper la population avec un C2DT qui ne prendra jamais forme pour certaines communes car il est clair que 17 communes sont en déficit aujourd'hui et ne pourront pas mettre leur part. Le rapport de la chambre régionale des comptes indique que la capacité d'autofinancement de la Région qui était de 120 millions est aujourd'hui de 25 millions. Sur les 100 millions mis au budget primitif, un prêt de 27 millions a été fait à 6 mois des élections. Nous sommes en train de couler la Région. C'est la chambre régionale des comptes à la page 64 de son rapport qui le dit.

Vous êtes élu au soir du 13 décembre, quelle est votre première action en tant que président de Région ?

Il faudra faire un audit de la Région. J'ai été étonné de voir à l'angle de la Darse à Pointe-à-Pitre un grand bâtiment fermé, j'ai été étonné de voir à Lauricisque une petite antenne de la Région sur le port fermée. Il sera également important de rencontrer tous les maires de Guadeloupe afin de parler d'avenir.

INTERVIEW

Victorin Lurel : " Une Guadeloupe éclairée, rayonnante, sûre d'elle-même "

Le Courrier de Guadeloupe : Vos adversaires disent 12 ans ça suffit que répondez-vous ?

Victorin Lurel : J'ai dit il y a dix ans, que deux mandats ça pourrait suffire. Depuis 2014, le Parti, les alliés, les Verts, le PPDG, les mouvements

communaux, Gabrielle Louis-Carabin, Jeanny Marc me disent " tu es le plus à même de le faire. Dans la conjoncture actuelle nous te demandons de reconduire la liste ". J'ai accepté. Il ne s'agit pas de garder le pouvoir. Il s'agit de trouver, comme on dit en anglais " The right man in the right place " (la bonne personne à la bonne place). Avec l'expérience je sais aujourd'hui, qu'avec deux on n'a pas le temps de tout finir. Si je devais faire une comparaison, Le GUSR est resté 15 ans avec Monsieur Larifla, Gillot est resté 14 ans et il voulait rempiler pour 6 ans. Le député-maire de Baie-Mahault est maire depuis plus de 14 ans.

Les idées neuves qui sont dans votre programme, pourquoi ne pas les avoir mises en œuvre avant ?

J'ai entendu dire que nous aurions commencé à travailler depuis six mois. Pensez-vous qu'on aurait pu faire trois écoles de la deuxième chance, le MACTe, le lycée de Port-Louis, la Cité de la Connaissance, et l'université des métiers, le site universitaire de Saint-Claude, toutes les routes, toutes les aides aux communes en six mois. Ary Chalus distribue des poubelles à quelques jours du scrutin. Il découvre le tri sélectif quinze jours avant l'élection. Est-ce que je vais le lui reprocher ? Mais je le lui renvoie puisqu'on me fait le reproche de ne travailler que depuis 6 mois.

On a eu huit ans de gestion effective avec de vraies marges de manœuvre. Et donc on a étalé. Les besoins sont tels que vous ne pouvez pas faire tout et tout de suite sinon la France aurait été le plus grand pays compte tenu de notre mode de développement interventionniste. On a commencé le très haut débit et on doit finir en 2022, comme dans l'Hexagone. Quand vous dirigez la commune la plus riche de Guadeloupe sur laquelle on trouve 47 % des surfaces commerciales, que vous avez malgré tout 7 700 chômeurs sur votre commune, et que vous dénoncez le chômage ! Mettez ça à l'échelle de la Guadeloupe, ça vous fait plus de 100 000 chômeurs. Pour créer des emplois, il ne suffit de dire " je vais créer des emplois " comme si cela se faisait d'un coup de baguette magique. Même les communistes n'ont pas pu faire ça. Lorsque vous comparez ce qui est comparable, c'est-à-dire les régions d'Outre-mer, la Région Guadeloupe est la mieux gérée, c'est la revue Capital qui le dit. On ne s'est pas surendetté et on n'a pas augmenté les impôts. D'autres arrivent et disent je vais tout faire. Nous leur répondons et avec quel argent, puisque vous

dites que la région est en faillite. On a plus de 750 millions en actifs bloqués depuis Proto jusqu'à ma mandature. Les communes pour lesquelles on a travaillé, l'État pour lequel on a travaillé sur le littoral, sur les berges des rivières, n'ont jamais pris la délibération pour réintégrer ça dans leur budget. " Oui vous avez enrichi la propriété de l'état mais les travaux ne peuvent pas rester dans votre actif " donc nous devons faire un arrêté ou un acte pour reprendre ça dans le patrimoine de l'État. C'est ce qui va se faire, ce qui augmentera notre autofinancement brut de 70 millions. Il faut arrêter de raconter n'importe quoi. J'invite les gens à lire la page 34 du rapport de la chambre régionale des comptes, on verra que les interprétations qu'en fait le maire de Baie-Mahault sont pour le moins spécieuses.

Marie-Galante, la Côte-sous-le-Vent et le Nord Grande-Terre sont des territoires déshérités. Avez-vous une solution pour leur développement ?

Il ne s'agit pas de dire on va faire du développement sans dire comment on le fait. Nous sommes en économie libérale. En Côte-sous-le-vent il y a un projet sur la filière bois à Pointe-Noire, sur les écrevisses à Vieux-Habitants, sur le tourisme à Bouillante, nous avons passé un contrat de pays avec Marie-Galante. Sur le très haut débit, Marie-Galante est prioritaire, et on ne laissera pas tomber l'aérodrome de la Désirade.

Sur la question du statut, la loi NOTRe vous convient-elle ?

J'ai entendu dire que la loi NOTRe règle le problème du statut, c'est une bêtise de dire ça. La loi NOTRe est une répartition des compétences entre l'État et les collectivités, elle ne règle pas le problème du régime législatif. Le principal challenger dit qu'on va changer de modèle, on va changer même d'avenir, ce qui est l'attribut de Dieu. Mais il lit peut-être dans une boule de cristal. En fait on dit en mentant aux gens qu'on va changer de régime législatif. En regardant la composition de la liste il y a tous les partisans de la déclaration de Basse-Terre, Lucette Michaux-Chevry et Larifla en inspireurs, Chalus qui a dit vouloir au moins une collectivité unique comme la Martinique. Pour le moment sommes très bien avec le département et le conseil régional. En revanche nous pouvons faire dans un Congrès ce que Monsieur Chalus a refusé à l'assemblée nationale. Il a

demandé le maintien des départements en France, en s'opposant à la loi NOTRe en disant quitter la majorité si on supprime les départements. Et ici, il demande à supprimer le Département, sans le dire ouvertement, indiquant qu'on va changer dans le droit français et européen. On peut être dans le droit français, et passer à l'article 74, à l'autonomie. On trompe les gens.

Vous êtes élu au soir du 13 décembre, quelle est votre première action en tant que président de Région ?

La première action, la loi l'impose c'est d'installer la gouvernance et on poursuit le travail. Les 100 000 tonnes de banane, le très haut débit, la centrale d'achat pour les commerces de proximité et les lolos, installer une association avec les mutuelles pour les soins dentaires, permettre aux titulaires de RSA de mettre des implants pour les lunettes, faire baisser les prix, poursuivre ce qui a été commencé sur l'hippodrome d'Anse-Bertrand, conforter l'université par un contrat quadriennal, de 5 millions. Préparer demain, c'est former la jeunesse, nous allons continuer, approfondir. Le Chinois dit ne craint pas de marcher lentement, craint surtout de t'arrêter. Nous n'allons pas nous arrêter. Une Guadeloupe éclairée, rayonnante, sûre d'elle-même, sans être arrogante, une Guadeloupe toujours mieux, positive. Voilà ce que nous proposons.